

Appel au Président de la République et à tous les élus

Contre les naufrages en Méditerranée : des ponts, pas des murs !

Après les naufrages qui, en Méditerranée, ont provoqué la mort et la disparition d'au moins 2.000 personnes depuis le début de l'année, les chefs d'Etat réunis lors du Sommet extraordinaire de l'Union européenne le 23 avril ont fait le choix non de sauver des vies mais de renforcer un arsenal sécuritaire en grande partie responsable de ces drames.

En vingt ans, plus de 20 000 personnes migrantes sont mortes aux frontières de l'Europe : nos organisations sont consternées par cette politique de non-assistance à personnes en danger.

Face à ces renoncements répétés aux valeurs fondatrices de l'Union européenne, nous appelons le Président de la République française et ses homologues européens à mettre en œuvre une autre politique, qui soit conforme au respect de la vie et de la dignité humaine.

A cette fin, nos organisations exhortent les Etats membres, dont la France :

- A mettre en œuvre sans délai une véritable opération de sauvetage en mer, dotée de moyens à la hauteur des besoins et portée par l'ensemble des Etats membres, à même de prévenir les naufrages et de secourir efficacement toute personne en détresse.
- A mettre en place un mécanisme d'accueil des personnes migrantes et réfugiées sur la base de la solidarité entre Etats membres, en activant en particulier le dispositif prévu par la directive européenne du 20 juillet 2001 relative à la protection temporaire en cas d'afflux de personnes déplacées.
- A ouvrir des voies d'accès au territoire européen pour les personnes migrantes et réfugiées, dans le respect du droit international et européen.
- A bannir en matière de migrations toute coopération avec des Etats tiers, d'origine et de transit, qui ne respectent pas les libertés et droits fondamentaux.

La situation exige que l'ensemble des élus locaux, nationaux et européens, prennent leurs responsabilités en participant concrètement à la mise en œuvre de ces solutions.

Nous demandons à rencontrer le Président de la République pour que s'ouvre enfin un dialogue sur les politiques migratoires avec nos organisations représentant la société civile.

Organisations signataires :

ACAT France, Acceptess-T, ACORT(Association citoyenne des originaires de Turquie), ADA-Accueil Demandeurs d'Asiles, ADDE (Avocats pour la Défense des Droits des Etrangers), ADTF (association Démocratique Tunisienne de France), AFA (Association Française des anthropologues), AEDH, AFEA (Association française d'ethnologie et d'anthropologie), Ailes – Femmes du Maroc, AMF, Amnesty International France, les Amoureux au ban public (national), les Amoureux au ban public Bretagne, Ardhis, ATF, ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France), ASSFAM, ATTAC, Avocats pour la Défense des Droits des Etrangers, CASAS (Collectif pour l'Accueil des Solliciteurs d'Asile à Strasbourg), CCFD Terre-Solidaire, CEDETIM (Centre d'Etudes et d'Initiatives pour la solidarité internationale), Centre Primo Levi, la Cimade, CISP75, CISPM (Coalition internationale des Sans-papier Migrants), Collectif "Le Cercle de Résistance", Collectif les Engraineurs, Collectif de soutien aux migrants sud Aveyron, Collectif UCIJ, le COMEDE, CRID, Dom'Asile, Droits Devant !, ELENA-France, Emmaüs Europe, Emmaüs France, Emmaüs International, Enda Europe, FASTI, FIDH, FNARS (Fédération des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale), Fondation France Libertés, FORIM, Français Langue d'Accueil, France Amérique Latine, FTCT, GISTI, IPAM (Initiatives pour un Autre Monde), JRS France, La maison ouverte de Montreuil, Ligue des Droits de l'Homme, Médecins du Monde, Mouvement Utopia, MRAP, PEROU (Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines), Plateforme "Tenons et mortaises, un monde à faire venir", O.C.U. (Organisation pour une Citoyenneté Universelle), R.C.I. (Réseau chrétien-Immigrés), REMDH (Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme), RESF, Réseau Féministe « Rupture », Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Réseau Immigration Développement Démocratie - IDD, Réseau Migreurop, la Revue d'Histoire « Cahiers d'Histoire », Revue « Multitudes », Roussillon-Maghreb, SAMU Social de Paris, Santé Sud, Secours Catholique – Caritas France, Scribest, Si les femmes comptaient, Société Européenne des Auteurs, SOS Migrants (Belgique), le Syndicat de la Magistrature, Terre d'Errance, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale Solidaire